ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, le 20 mai 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "réglant l'admissibilité de certains services et de périodes assimilées à de l'activité de service pour le calcul des pensions à charge du Trésor public", a donné le 9 décembre 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e mei 1970 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het opnemen van bepaalde diensttijd en met dienstactiviteit gelijkgestelde tijd in de berekening der pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist", heeft de 9e december 1970 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet de loi tend principalement à valoriser, tant pour l'octroi que pour le calcul de la pension de retraite à charge du Trésor public, certaines périodes de congé pendant lesquelles le titulaire de la fonction n'a perçu aucune rémunération.

Selon l'article premier, les bénéficiaires du projet de loi seront les "personnes dont la pension est à charge du Trésor public et de la Caisse des ouvriers de l'Etat".

Pareil champ d'application, défini de manière extrêmement large, n'est pas nouveau. Il y a été recouru dans les lois de pension, chaque fois qu'on voulait donner à celles-ci une portée très générale.

Parmi les personnes dont la pension de retraite est à charge du Trésor public, il convient de citer :

1) les agents de l'Etat soumis au statut du 2 octobre 1937;
2) les agents des administrations de l'Etat non soumis à ce statut, tels les agents de la Sûreté de l'Etat, le personnel des universités et des centres d'enseignement supérieur;
3) les gouverneurs de province et les commissaires d'arrondissement;
4) les magistrats et le personnel administratif de l'Ordre judiciaire et du Conseil d'Etat;
5) les membres et le personnel de la Cour des comptes;

./.

6) le personnel enseignant à tous les niveaux;

7) les membres des forces armées et de la gendarmerie;

8) le personnel du Sénat et de la Chambre des Représentants;

9) les ministres des cultes reconnus.

Le projet de loi intéresse, en outre, quantité d'agents d'organismes d'intérêt public et de communes, auxquels le régime de pension des agents de l'Etat est rendu applicable par des dispositions de référence.

Le Gouvernement a fait savoir au Conseil d'Etat qu'il "n'entre pas dans les intentions de limiter l'application de la loi aux seuls agents soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937, mais bien d'en accorder le bénéfice à l'ensemble des personnes dont la pension est à charge du Trésor public, à l'exception des membres de l'armée et de la gendarmerie qui ne peuvent être concernés par des positions administratives propres à la carrière civile. Le Gouvernement n'entend cependant pas faire couvrir sans discernement, par la loi en projet, toute période d'absence ou d'éloignement du service qui, par le biais d'une réglementation propre à certaines catégories de titulaires d'une fonction publique, pourrait être valorisée en matière d'avancement de grade ou de traitement. Il estime, en effet, ne pouvoir accorder le bénéfice de l'admissibilité des périodes non rémunérées aux personnes qui ne sont pas soumises au statut des agents de l'Etat, que dans la mesure où elles se sont trouvées dans une position équivalant à celle des agents de l'Etat et dans la limite de la supputation prévue pour ces derniers".

A l'examen du projet de loi, le Conseil d'Etat constate qu'il existe une antinomie entre le champ d'application énoncé à l'article 1er pour l'ensemble de la loi en projet

./.

et la portée des chapitres II à IV qui consacrent les nouveaux avantages.

Alors que l'article ler vise toutes les personnes qui ont été titulaires d'une fonction publique, au sens le plus large, les avantages du projet contenus dans les articles suivants ne trouveront à s'appliquer qu'en faveur des agents dont le statut contient des positions ou situations administratives assimilées à de l'activité de service.

En outre, le projet fait appel aux notions de congé rémunéré, congé sans traitement, non-activité, suspension provisoire, démission d'office, révocation, mise en disponibilité, traitement d'attente, convenance personnelle, absence non autorisée, période de mission. La plupart de ces notions sont de nature réglementaire. Elles appartiennent au statut des agents de l'Etat et ne se retrouvent que rarement dans les dispositions qui établissent le statut des personnes auxquelles la loi devrait pouvoir s'appliquer en vertu de l'article ler.

En raison des références nombreuses qu'il fait à des notions qui sont propres au statut des agents de l'Etat, le projet n'est pas en harmonie avec certains régimes qui ne contiennent pas ou ne pourront jamais contenir des notions semblables. Par exemple, l'assimilation d'un congé à l'activité de service en vue de remplir la condition de temps de service exigé pour la promotion ne se conçoit pas dans le statut d'un titulaire de fonction, auquel n'est ouvert aucun avancement de grade (commissaires d'arrondissement, juges de paix, délégués à la protection du travail). De même, cette assimilation, lorsqu'elle est prévue pour réaliser la condition de temps de service exigé pour l'attribution d'une augmentation de traitement, ne se conçoit pas dans le statut

./.

d'un titulaire de fonctions auquel n'est attribué aucun avancement de traitement (ministres des cultes).

Par ailleurs, il ressort de la déclaration gouvernementale prérappelée, que le titulaire d'une fonction publique autre qu'un agent de l'Etat, auquel un congé motivé par des raisons sociales ou familiales aura été accordé (voir exposé des motifs), ne pourrait bénéficier des avantages du projet que :

1° s'il est titulaire d'un statut défini, légal ou réglementaire;

2° si ce statut contient une "position" équivalant à celle permettant aux agents de l'Etat de bénéficier des avantages de la loi;

3° si ce titulaire a été placé dans cette "position" par une décision régulière de l'autorité supérieure.

Ces conditions ne pourront pas toujours être réunies par les personnes dont la pension est à charge du Trésor public.

Ainsi, l'article 10 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, prévoit que le congé pour allaitement n'est pas rémunéré mais qu'il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service (ce qui le rendra admissible pour l'octroi et le calcul de la pension, aux termes de la loi en projet). Il n'en sera pas de même pour le titulaire féminin d'une autre fonction publique ayant obtenu un congé d'allaitement, si son statut ne contient pas de disposition expresse assimilant ce congé à de l'activité de service.

./.

Une discrimination peut également se produire dans d'autres cas, notamment pour les prestations militaires (article 2 de l'arrêté royal du 18 mars 1953).

Sans doute pourrait-on tenter d'aménager les statuts particuliers pour les rendre semblables à celui du 2 octobre 1937. Mais sans compter la difficulté que présente la modification des règles statutaires qui ont été établies par le législateur (magistrats, professeurs d'universités), il faut encore tenir compte de l'impossibilité de réaliser une similitude parfaite. On a vu ce qu'il en était lorsque la fonction n'ouvre pas d'avancement de grade ou ne comporte pas un système d'avancement de traitement par le moyen d'augmentations périodiques. Les statuts relatifs à ces fonctions ne prévoient pas l'assimilation des congés à l'activité de service faute d'objet.

Pour assurer plus d'égalité dans l'application des dispositions nouvelles, il conviendrait :

- soit de renoncer à fonder la loi sur le statut réglementaire, et suivre l'exemple de la loi générale du 21 juillet 1844. Celle-ci pouvait et peut encore aisément s'appliquer à tous magistrats, fonctionnaires et employés faisant partie de l'Administration générale du Royaume parce qu'elle fait appel à des conditions de fait, faciles à établir et à vérifier : âge, temps de service, nomination, rémunération à charge du Trésor public, etc ....

- soit d'accorder le bénéfice de la loi à tout titulaire d'une fonction publique dès l'instant où sa situation de fait est comparable à celle qui permet à l'agent de l'Etat d'obtenir les avantages de la loi, en raison de la situation administrative qui recouvre cette situation de fait.

./.

Le Conseil d'Etat s'est efforcé à répondre aux intentions du Gouvernement en proposant dans l'article ler du texte ci-après une disposition correspondant à la deuxième branche de cette alternative.

Le procédé ne peut toutefois être considéré comme entièrement satisfaisant car il n'est pas conforme à l'organisation des pouvoirs qu'une matière constitutionnellement réservée au législateur soit régie par des règles légales qui dépendent pour leur application d'éléments qu'il appartient au Roi de déterminer dans une autre sphère de compétence.

Le Roi puise, en effet, dans l'article 66, alinéa 2, de la Constitution le pouvoir de fixer le statut des titulaires d'emplois d'administration générale et de relation extérieure, mais ces règles statutaires ne peuvent concerner que les problèmes existant ou produisant leurs effets pendant la période d'activité. Le Roi ne possède aucun pouvoir constitutionnel pour octroyer des pensions (article 114).

Le système qui consiste à attacher des effets légaux à des dispositions prises par arrêté royal présente, notamment, l'inconvénient de rendre possibles des modifications statutaires qui n'auraient d'autre but que d'infléchir l'application des lois de pension ; certaines pratiques, qui appartiennent au passé, sont allées en ce sens :

- l'attribution d'un traitement d'attente d'un franc par an pour permettre aux agents détachés de remplir la condition, exigée par les lois de pension, d'avoir été rémunérés;

./.

- l'octroi d'un traitement d'attente égal au taux de la pension, aux agents ayant atteint la limite d'âge, qui n'avaient pas le nombre d'années de service requises pour obtenir une pension.

C'est sous réserve de cette observation que le texte ci-après est proposé.

*
* *

L'exposé des motifs et le projet, dans l'intitulé du chapitre II et en certains de ses articles, emploient l'expression "position administrative" pour qualifier une période de congé non assortie d'une rémunération (article 3) ou une mise en disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente (article 12).

L'article 98 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat prévoit pour ceux-ci trois positions administratives :

1° l'activité de service;

2° la non-activité;

3° la disponibilité.

Nombre de statuts particuliers ne connaissent que les deux premières positions, la disponibilité faisant défaut.

Si l'on veut situer statutairement la personne en congé pour la distinguer de celle qui est présente à son travail, alors qu'elles sont toutes deux dans la même position administrative d'activité de service, il serait expédient d'employer l'expression "situations administratives".

./.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

L'intitulé du projet devrait être mis en concordance avec l'article 2 et faire apparaître que les services en cause sont admis non seulement pour le calcul mais aussi pour l'octroi des pensions à charge du Trésor public.

Article 13 (article 12 dans le texte proposé ci-après).

Le projet tend à valoriser les services rendus dans un "organisme d'intérêt public" supprimé. Il convient de se demander ce qu'il faut entendre par cette expression.

Selon les renseignements obtenus, il s'agit tout aussi bien d'organismes qui ont été supprimés avant la loi du 16 mars 1954 que d'organismes actuellement existants, soumis ou non à cette loi, et qui seraient supprimés dans l'avenir.

La loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, non plus qu'aucune autre loi, n'a jusqu'ici défini l'organisme d'intérêt public. La loi précitée a désigné, par voie d'énumération, les organismes auxquels elle s'applique.

A défaut de donner une définition de l'organisme d'intérêt public et pour éviter toutes difficultés d'interprétation, le projet pourrait énumérer les organismes d'intérêt public supprimés auxquels on entend rendre la loi nouvelle applicable. Au point de vue de la sécurité juridique, ce procédé est préférable à celui qui consisterait à habiliter le Roi à désigner ces organismes.

./.

Si ce procédé est adopté, l'exclusion du "Service volontaire du travail pour la Wallonie" et de "De Vrijwillige Arbeidsdienst voor Vlaanderen" résultera du fait que ces organismes ne figureront pas dans l'énumération, sans que cette exclusion doive faire l'objet d'une disposition expresse du projet.

Article 14.

On sait que la loi générale du 21 juillet 1844 soumet l'octroi des pensions de retraite à deux conditions essentielles qui sont toujours en vigueur aujourd'hui. Pour obtenir une pension, il faut :

a) avoir été nommé à titre définitif;

b) avoir été rétribué par le Trésor public.

L'article 14 du projet vise à donner au Gouvernement, à titre permanent, le pouvoir de valoriser, tant pour le passé que pour l'avenir, des services rendus dans l'Administration générale de l'Etat, qui ne répondent pas à une des deux conditions précitées, ni à toute autre condition légale, qu'elle soit de portée générale ou qu'elle soit exigée par une loi particulière.

Pourraient ainsi être validés les nominations ou désignations juridiquement irrégulières, les rémunérations payées à charge de fonds ne faisant pas partie du Trésor public, les prestations exécutées gratuitement, les fonctions assorties d'une indemnité et non d'un traitement, etc ...

./.

Dans l'intention du Gouvernement, des arrêtés royaux individuels pourraient, dès lors, régler favorablement de nombreux cas où la Cour des comptes, chargée de statuer sur la légalité et le taux des pensions à charge de l'Etat (article 17 de la loi du 29 octobre 1846), doit actuellement décider qu'il n'y a pas de droit à pension ou qu'il y a lieu d'en limiter le montant.

Ce procédé n'est pas compatible avec l'article 114 de la Constitution qui doit être compris comme prohibant toute délégation au pouvoir exécutif aux fins d'accorder des pensions par des décisions individuelles qui dérogeraient aux dispositions de portée générale édictées par le législateur. De plus, les décisions n'étant assurées d'aucune publicité, les personnes intéressées à obtenir une dérogation ne pourraient être certaines d'avoir été traitées sur un pied d'égalité (article 6 de la Constitution).

Il s'ensuit que l'article 14 devrait être soit omis du projet, soit rédigé sous forme de disposition générale ouvrant des droits subjectifs à certaines catégories de personnes, sur la seule base de critères objectifs déterminés par la loi elle-même et soumis au contrôle juridictionnel. Le 1° et le 2° de l'article 14, alinéa 1er, ne constituent pas pareils critères. Ils se bornent, en effet, à paraphraser les dispositions relatives au champ d'application de la loi.

*
* *

Le projet appelle, au surplus, certains remaniements et des modifications de forme qui ne requièrent aucun commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte ci-après proposé.

TEXTE PROPOSE.

Projet de loi réglant l'admissibilité de certains services et de périodes assimilées à l'activité de service pour l'octroi et le calcul des pensions à charge du Trésor public.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

..... etc.....

CHAPITRE Ier.- Champ d'application.

Article premier.

Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux personnes dont la pension est à charge du Trésor public ou de la Caisse des ouvriers de l'Etat.

Les personnes dont le statut ne comporte pas les positions ou situations administratives prévues dans la présente loi obtiennent le bénéfice des articles 2 à 11, si elles se trouvent dans une situation de fait analogue à celle permettant aux agents de l'Etat d'obtenir l'application de ces dispositions.

Toutefois, seuls les articles 12 à 14 sont applicables aux services rendus en qualité de membre de l'armée ou de la gendarmerie.

CHAPITRE II.- Admission, au regard de la pension, du temps passé dans certaines situations administratives.

Article 2.

Sans préjudice à l'application de l'arrêté royal n° 33 du 20 juillet 1967 fixant le statut de certains agents des

.../...

services publics chargés d'une mission internationale, est pris en considération, tant pour l'octroi que pour le calcul de la pension de retraite, le temps pendant lequel l'intéressé :

1° a bénéficié d'un congé avec maintien de sa rémunération;

2° a été mis en disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente;

3° a été placé, même sans recevoir de rémunération, dans une situation administrative qui est assimilée à l'activité de service en vertu du statut qui lui est applicable;

4° a bénéficié d'un congé sans traitement, qui n'est pas assimilé à l'activité de service, à concurrence d'un mois au maximum au cours d'une année civile déterminée.

Article 3.

Ne bénéficie pas de l'application de l'article 2, celui qui, pendant les périodes supputables en vertu de cet article, a rendu des services admissibles pour le calcul de sa pension de retraite dans l'un des régimes de pension visés par l'article 1er de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pension du secteur public.

Cette règle ne s'applique pas lorsque les services en cause donnent lieu à l'octroi d'une pension distincte de celle qui est afférente à la fonction pour laquelle l'intéressé a été placé dans une des situations administratives prévues par l'article 2.

.../...

Article 4.

Si l'intéressé a été placé dans une des situations administratives prévues à l'article 2, 2° et 3°, en vue d'exercer une activité professionnelle du chef de laquelle il peut ou pourra prétendre à une pension ou à une rente de retraite, allouées en exécution d'un régime de pension légal, réglementaire, statutaire ou contractuel, autre que ceux qui sont visés à l'article 3, la part de cette pension ou de cette rente correspondant aux périodes validées par l'article 2 est déduite de l'accroissement de pension résultant de l'application de cet article.

En ce qui concerne les avantages dérivant de contrats d'assurance, la déduction prévue à l'alinéa 1er est limitée à la partie de ces avantages découlant des primes dont la charge a été supportée par l'employeur.

L'intéressé est tenu de demander la délivrance des pensions et rentes dont il est question à l'alinéa 1er. La déduction prévue par cette disposition est opérée même si le paiement de ces pensions et rentes est suspendu en raison de l'exercice d'une activité lucrative.

Article 5.

Si les périodes prises en considération conformément à l'article 2, 1° à 3°, se situent entièrement ou partiellement dans la période retenue pour l'établissement de la moyenne des traitements servant de base au calcul de la pension, il est tenu compte pour ces périodes des traitements dont l'intéressé aurait bénéficié s'il était resté en service.

.../...

Toutefois, si la personne qui a été mise en disponibilité avec traitement d'attente n'a pas conservé le droit à l'avancement de traitement, le dernier traitement d'activité sert d'élément pour former ou compléter, si besoin en est, la moyenne des traitements servant au calcul de la pension.

Les traitements dont il est question au présent article sont transposés dans les barèmes en vigueur au moment de l'entrée en jouissance de la pension.

Article 6.

L'intéressé peut faire valoir ses droits à la pension de retraite du chef des infirmités contractées pendant une période durant laquelle il se trouve dans une situation administrative non assortie d'une rémunération, que cette situation soit ou non assimilée à l'activité de service.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable lorsque l'infirmité a été contractée pendant une période de disponibilité pour convenance personnelle ou d'absence non autorisée.

Article 7.

Ne sont pris en considération ni pour l'octroi ni pour le calcul de la pension de retraite :

1° le temps passé en non-activité, en ce compris le temps de toute suspension de fonction définitivement prononcée, ainsi que le temps de toute suspension provisoire suivie d'une démission d'office ou d'une révocation;

2° le temps passé en congé sans traitement, non assimilé à de l'activité de service, pour la partie qui excède un mois au cours d'une année civile déterminée.

Article 8.

§ 1er. Si, pendant la période supputable en vertu de l'article 2, 3°, l'intéressé désire continuer sa participation au fonds des pensions de survie, la contribution requise est établie sur la base des traitements dont il aurait bénéficié s'il était resté en service.

Si, à l'issue de cette période, il est mis en non-activité et désire participer ou continuer sa participation au fonds des pensions de survie, la contribution requise est établie sur la base du traitement dont il aurait bénéficié à la fin de la période supputable en vertu de l'article 2, 3°, s'il était resté en service jusqu'à ce moment.

§ 2. Si celui qui est mis en disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente et conservation des droits à l'avancement de traitement désire continuer sa participation au fonds des pensions de survie sur la base du traitement plein, la contribution supplémentaire requise se calcule sur la différence entre le traitement dont il aurait bénéficié s'il était resté en service et le traitement d'attente qui lui est attribué.

Si le traitement d'attente vient à être supprimé et que celui qui est en disponibilité désire continuer sa participation au fonds des pensions de survie, la contribution requise se calcule sur la base du traitement plein dont il aurait bénéficié au moment de la suppression du traitement d'attente, s'il était resté en service.

CHAPITRE III.- Mesures transitoires pour l'application du chapitre II.

Article 9.

§ 1er. Les contributions dérivant d'engagements, souscrits en vue de valider pour la pension de survie des périodes de mission autre qu'une mission internationale, qui ont débuté avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont établies, à partir de cette date, sur la base des traitements fictifs prévus, selon le cas, à l'alinéa 1er ou à l'alinéa 2 de l'article 8, § 1er.

En outre, les personnes qui ont souscrit ces engagements peuvent demander, dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, que les cotisations qu'elles ont versées pour les périodes de mission comprises entre le 1er décembre 1967 et cette entrée en vigueur soient revisées sur la base des mêmes traitements fictifs. Si elles n'usent pas de cette faculté, la période validée est réduite proportionnellement au rapport entre les traitements sur lesquels elles ont cotisé et ces traitements fictifs.

§ 2. Les personnes qui, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, remplissaient une mission visée au § 1er et qui n'avaient pas continué leur participation au fonds des pensions de survie, peuvent souscrire l'engagement de participer à ce fonds à partir de cette entrée en vigueur. Cet engagement doit être souscrit dans les six mois. La contribution se calcule sur la base des traitements prévus, selon le cas, à l'alinéa 1er ou à l'alinéa 2 de l'article 8, § 1er.

.../...

§ 3. Si les personnes dont la mission visée au § 1er a pris fin entre le 1er décembre 1967 et la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, ont participé au fonds des pensions de survie pendant la période comprise entre ces dates, le temps de la participation est réduit selon le rapport formulé au § 1er, alinéa 2.

Article 10.

§ 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 9, § 1er, lorsqu'une personne placée dans une situation administrative visée à l'article 2, 3°, s'y trouve encore à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et a continué sa participation au fonds des pensions de survie, les contributions requises sont établies, à partir de cette date, sur la base des traitements dont elle aurait bénéficié si elle était restée en service.

En outre, elle peut, dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, demander que les cotisations qu'elle a versées pour la période antérieure soient revisées sur la base des mêmes traitements fictifs. Si elle n'use pas de cette faculté, la période validée est réduite proportionnellement au rapport entre les traitements sur lesquels elle a cotisé et ces traitements fictifs.

§ 2. Si, pendant une période visée à l'article 2, 3°, qui s'est terminée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, une personne a continué sa participation au fonds des pensions de survie, il est fait application, pour la période en cause, de la réduction de temps prévue au § 1er, alinéa 2, du présent article.

.../...

Article 11.

Lorsqu'une personne mise en disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente et conservation des droits à l'avancement de traitement, se trouve encore dans cette position à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et a continué sa participation au fonds des pensions de survie sur la base du traitement plein, la contribution supplémentaire requise s'établit, à partir de cette date, de la manière prévue à l'article 8, § 2.

CHAPITRE IV.- Admission, au regard de la pension, de certaines périodes de service.

Article 12.

§ 1er. Les personnes exerçant une fonction susceptible de leur conférer des droits à une pension de retraite à charge du Trésor public ou de la Caisse des ouvriers de l'Etat, peuvent faire compter, pour l'octroi et le calcul de cette pension, les services rendus antérieurement, soit en vertu d'une nomination régulière, soit en vertu d'une nomination déclarée nulle par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, dans un organisme d'intérêt public supprimé, pour autant que :

1° les attributions de l'organisme en cause n'aient pas été reprises, en tout ou en partie, par un organisme assujetti au régime instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public;

2° lesdits services ne soient pas déjà admissibles en vertu d'une disposition légale antérieure à la présente loi.

.../...

Sont considérés comme organismes d'intérêt public, pour l'application du présent article, ... (voir les observations de l'avis au sujet de l'article 13 du projet).

Lorsqu'il a été fait application de l'alinéa 1er, et qu'ultérieurement un organisme d'intérêt public ayant repris en tout ou en partie les attributions de l'organisme supprimé vient à être affilié au régime institué par la loi du 28 avril 1958, la pension à charge du Trésor public est revisée compte tenu des dispositions de l'article 3, §§ 2 et 3, de l'article 10 et de l'article 12, alinéa 3, de cette loi.

§ 2. L'article 1er de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pension du secteur public et ceux du secteur privé n'est pas applicable du chef des services admis en vertu du § 1er, si les intéressés ou leurs ayants droit étaient admis au bénéfice de la pension de retraite ou de survie des employés, des ouvriers, des marins ou des travailleurs salariés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Si les intéressés ou leurs ayants droit étaient admis au bénéfice de la rente de vieillesse ou de survie, du chef des services précités, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'application des articles 1er et 15 de la loi du 5 août 1968 est subordonnée à l'introduction d'une demande dans le délai fixé par le Roi.

§ 3. Dans les cas visés au § 2, alinéa 1er, la pension de retraite à charge du Trésor public ou de la Caisse des ouvriers de l'Etat est réduite, le cas échéant,

.../...

des avantages en matière de pension résultant de l'application des lois de sécurité sociale, du chef des services admis en vertu du § 1er.

Il en est de même lorsque les personnes visées au § 2, alinéa 2, n'ont pas introduit la demande prévue par cette disposition.

Article 13.

Les pensions de retraite et de survie en cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sont revisées, à la demande des intéressés, compte tenu des dispositions de l'article 12 et selon les modalités fixées par le Roi.

CHAPITRE V. - Dispositions finales et abrogatoires.

Article 14.

L'article 2 de la loi du 17 février 1849 modifiant la loi sur les pensions civiles et ecclésiastiques, complété par l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934, est abrogé.

L'article 1er de l'arrêté royal du 23 juin 1849 déterminant les limites dans lesquelles les congés accordés aux fonctionnaires et employés peuvent être compris dans la liquidation des pensions, complété par l'arrêté royal du 15 janvier 1898, est abrogé à partir du 1er août 1964.

.../...

Article 15.

La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au Moniteur belge.

Toutefois, les articles 1er à 7 produisent leurs effets le 1er août 1964, sauf en ce qui concerne le temps passé en disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente.

...

...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp van wet heeft hoofdzakelijk tot doel, zowel voor de toekenning als voor de berekening van het rustpensioen ten laste van de Staatskas, sommige verlofperioden te valoriseren gedurende welke de titularis van het ambt geen bezoldiging heeft ontvangen.

Volgens artikel 1 zullen voor de ontwerp-wet in aanmerking komen "degenen wier pensioen ten laste is van de Openbare Schatkist en van de Rijkswerkliedenkas".

Een uiterst ruim omschreven werkingssfeer is niet nieuw. In de pensioenwetten is daarmede reeds gewerkt telkens als men aan die wetten een zeer algemene strekking wilde verlenen.

Onder degenen wier rustpensioen ten laste van de Staatskas komt, moeten worden vermeld :

1) de Rijksambtenaren die onder het statuut van 2 oktober 1937 vallen ;
2) de ambtenaren van de Rijksbesturen die niet onder dat statuut vallen, zoals de ambtenaren van de Veiligheid van de Staat, het personeel van de universiteiten en van de centra voor hoger onderwijs ;
3) de provinciegouverneurs en de arrondissementscommissarissen ;
4) de magistraten en het administratief personeel van de rechterlijke orde en van de Raad van State ;
5) de leden en het personeel van het Rekenhof ;

.../...

6) het onderwijzend personeel op alle niveaus ;
7) de leden van krijgsmacht en Rijkswacht ;
8) het personeel van de Senaat en van de Kamer van Volksvertegenwoordigers ;
9) de bedienaars van de erkende erediensten.

Het ontwerp van wet betreft ook heel wat personeelsleden van instellingen van openbaar nut en van gemeenten, op wie de pensioenregeling van het Rijkspersoneel door verwijzingsbepalingen toepasselijk is verklaard.

De Regering heeft aan de Raad van State laten weten dat zij niet voornemens is de wet alleen toepassing te doen vinden op de aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 onderworpen ambtenaren, maar op alle personen wier pensioen ten laste van de Staatskas komt, met uitzondering van de leden van het leger en van de Rijkswacht, die niet in aanmerking komen voor administratieve standen die alleen voor de burgerloopbaan gelden. De Regering wil de ontwerp-wet echter niet zonder onderscheid doen gelden voor elke periode van afwezigheid of verwijdering uit de dienst die, na een bijzondere reglementering voor bepaalde categorieën van titularissen van een overheidsambt, zou kunnen worden gevaloriseerd inzake bevordering tot een hogere graad of tot een hogere wedde. Zij meent immers dat voor degenen die niet onder het statuut van het Rijkspersoneel vallen, onbezoldigde perioden alleen in aanmerking kunnen komen voor zover de betrokkenen zich bevonden hebben in een stand welke gelijkwaardig is met die van de Rijksambtenaren, en binnen de grenzen van wat voor die ambtenaren aanneembaar wordt geacht.

.../...

Bij nader onderzoek van de ontwerp-tekst blijkt er enige tegenstelling te bestaan tussen de werkingssfeer zoals die in artikel 1 voor de gehele ontwerp-wet is opgegeven en de strekking van de hoofdstukken II tot IV die handelen over de nieuwe voordelen.

Terwijl artikel 1 slaat op al degenen die titularis van een overheidsambt in de ruimste zin zijn geweest, zullen de voordelen van het ontwerp welke bepaald zijn in de volgende artikelen alleen toepassing vinden voor die ambtenaren wier statuut administratieve standen of toestanden kent die met dienstactiviteit zijn gelijkgesteld.

Het ontwerp werkt ook met begrippen als bezoldigd verlof, onbezoldigd verlof, non-activiteit, voorlopige schorsing, ontslag van ambtswege, afzetting, disponibiliteit, wachtgeld, persoonlijke aangelegenheden, niet geoorloofde afwezigheid, opdrachtperiode. De meeste van deze begrippen zijn van verordenende aard. Zij komen voor in het statuut van het Rijkspersoneel en zijn slechts zelden terug te vinden in bepalingen tot vaststelling van het statuut van degenen op wie de wet krachtens artikel 1 toepassing zou moeten vinden.

Door zo vaak te verwijzen naar begrippen die eigen zijn aan het statuut van het Rijkspersoneel, harmonieert het ontwerp niet met sommige regelingen waarin geen soortgelijke begrippen voorkomen of ooit zullen voorkomen. Zo gaat het bijvoorbeeld niet op verlof gelijk te stellen met dienstactiviteit opdat voldaan zou zijn aan de voorwaarde inzake voor bevordering vereiste diensttijd, in het statuut van een titularis van een ambt voor wie geen bevordering

.../...

tot een hogere graad mogelijk is (arrondissementscommissarissen, vrederechters, afgevaardigden voor de arbeidsbescherming). Die gelijkstelling, wanneer daarin voorzien is om te voldoen aan de voorwaarden inzake diensttijd voor het toekennen van een weddeverhoging, gaat evenmin op in het statuut van een titularis van ambten voor wie geen bevordering tot een hogere wedde bestaat (bedienaars van de erediensten).

Anderzijds blijkt uit de hiervoren aangehaalde verklaring van de Regering dat de titularis van een overheidsambt die geen Rijksambtenaar is en aan wie een verlof mocht zijn toegekend om sociale of familiale redenen (zie memorie van toelichting), de voordelen van het ontwerp alleen kan genieten :

1° indien hij een bepaald, wettelijk of reglementair statuut heeft ;
2° indien in dat statuut een "stand"voorkomt die gelijkwaardig is met die op grond waarvan het Rijkspersoneel voor de voordelen van de wet in aanmerking komt ;
3° indien hij in die "stand" geplaatst is bij een regelmatige beslissing van de hogere overheid.

Aan die voorwaarden zal niet altijd kunnen worden voldaan door degenen wier pensioen ten laste van de Staatskas komt.

Zo bepaalt artikel 10 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen, dat het verlof wegens borstvoeding niet vergoed wordt maar dat het voor het overige wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit (waardoor het in aanmerking komt voor toekenning en berekening van het pensioen, volgens de ontwerp-wet). Dat zal niet het

.../...

geval zijn voor de vrouwelijke titularis van een ander overheidsambt die verlof wegens borstvoeding heeft gekregen, indien haar statuut niet uitdrukkelijk bepaalt dat dit verlof met dienstactiviteit is gelijkgesteld.

Ook in andere gevallen kan er discriminatie bestaan, onder meer voor militaire prestaties (artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953).

Men zou nu kunnen trachten de bijzondere statuten aan te passen om ze in de lijn van het statuut van 2 oktober 1937 te brengen. Afgezien echter van de moeilijkheid om door de wetgever vastgestelde statuutregelen (magistraten, universiteitsprofessoren) te wijzigen, mag ook niet uit het oog worden verloren dat een volkomen gelijkheid niet kan worden bereikt. Hierboven is reeds gezegd hoe de zaken staan wanneer het ambt geen uitzicht op bevordering tot een hogere graad biedt of geen regeling inzake bevordering tot een hogere wedde na periodieke verhogingen kent. De statuten betreffende die ambten voorzien niet in gelijkstelling van verlof met dienstactiviteit, omdat er geen reden toe is.

Om tot meer gelijkheid in de toepassing van de nieuwe bepalingen te komen, zou :

- ofwel moeten worden afgezien van het systeem waarin de wet op het reglementair statuut wordt gegrond, en zou het voorbeeld van de algemene wet van 21 juli 1844 moeten worden gevolgd. Deze kon en kan nog gemakkelijk worden toegepast op alle magistraten, ambtenaren en beambten bij het algemeen bestuur van het Rijk omdat zij werkt met feitelijke voorwaarden die gemakkelijk te bewijzen en na te gaan zijn : leeftijd, diensttijd, benoeming, bezoldiging uit de Staatskas, enz. ...

.../...

- ofwel het voordeel van de wet aan iedere titularis van een overheidsambt moeten worden toegekend zodra zijn feitelijke toestand de vergelijking kan doorstaan met de toestand op grond waarvan de Rijksambtenaar voor het voordeel van de wet in aanmerking komt, wegens de administratieve toestand welke die feitelijke toestand dekt.

De Raad van State heeft getracht de bedoelingen van de Regering weer te geven door in artikel 1 van de hierna voorgestelde tekst een bepaling op te nemen die aan dit laatste alternatief beantwoordt.

Het procédé kan echter niet als volkomen bevredigend worden beschouwd, want het strookt niet met de organisatie van de machten dat een aangelegenheid die door de Grondwet voor de wetgever is weggelegd, wordt geregeld door wettelijke bepalingen waarvan de toepassing afhangt van gegevens welke de Koning in een andere bevoegdheidssfeer dient vast te stellen.

Artikel 66, tweede lid, van de Grondwet machtigt de Koning immers tot het vaststellen van het statuut van de titularissen van ambten bij het algemeen bestuur en bij de buitenlandse betrekkingen, maar die statuutregelen mogen alleen betrekking hebben op problemen die bestaan of uitwerking hebben tijdens de activiteitsperiode. De Grondwet machtigt de Koning niet om pensioenen toe te kennen (artikel 114).

.../...

Het systeem dat erin bestaat wettelijke gevolgen te verbinden aan bepalingen die bij koninklijk besluit zijn vastgesteld, levert onder meer het nadeel op dat in de statuten wijzigingen kunnen worden aangebracht die alleen tot doel zouden hebben de toepassing van de pensioenwetten om te buigen ; bepaalde praktijken uit het verleden gingen in die richting :

- toekenning van een wachtgeld van één frank per jaar om gedetacheerde ambtenaren in staat te stellen te voldoen aan de door de pensioenwetten gestelde eis dat men een bezoldiging moest hebben genoten ;
- toekenning van een wachtgeld gelijk aan het pensioenbedrag, aan ambtenaren die de leeftijdsgrens hadden bereikt maar niet het nodige aantal dienstjaren telden om een pensioen te krijgen.

Met dit voorbehoud is de hierna volgende tekst voorgesteld.

*
* *

De memorie van toelichting en het ontwerp, in het opschrift van hoofdstuk II en in sommige artikelen, werken met de term "administratieve stand" om te wijzen op een onbezoldigde verlofperiode (artikel 3) of op disponibiliteit "met genot van wachtgeld" (artikel 12).

Artikel 98 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel kent voor de Rijksambtenaren drie administratieve standen :

1° dienstactiviteit ;
2° non-activiteit ;
3° disponibiliteit.

.../...

Heel wat bijzondere statuten kennen alleen de eerste twee standen en niet de disponibiliteit.

Wil men de persoon met verlof statutair situeren om hem te onderscheiden van degene die aan het werk is, terwijl zij beiden in dezelfde administratieve stand dienstactiviteit verkeren, dan is het geraden te werken met de term "administratieve toestanden".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het opschrift van het ontwerp zou in overeenstemming moeten worden gebracht met artikel 2 en zou moeten laten uitkomen dat de bedoelde diensten in aanmerking komen niet alleen voor het berekenen maar ook voor het toekennen van pensioenen ten laste van de Staatskas.

Artikel 13 (artikel 12 in de hierna voorgestelde tekst).

Het ontwerp heeft tot doel de diensten verstrekt in een "afgeschafte instelling van openbaar nut" te valoriseren. Nu is de vraag wat onder die term moet worden verstaan.

Volgens verkregen inlichtingen, betreft het zowel instellingen die afgeschaft zijn vóór de wet van 16 maart 1954 als thans bestaande instellingen die al dan niet aan die wet onderworpen zijn en in de toekomst afgeschaft mochten worden.

.../...

Evenmin als enige andere wet heeft de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut tot dusver het begrip instelling van openbaar nut omschreven. De genoemde wet heeft in een opsomming de instellingen aangewezen waarop zij van toepassing is.

Bij gemis van enige omschrijving van het begrip instelling van openbaar nut en ter voorkoming van interpretatiemoeilijkheden zou het ontwerp een opsomming kunnen geven van de afgeschafte instellingen van openbaar nut waarop men de nieuwe wet toepassing wil doen vinden. Uit een oogpunt van rechtszekerheid, verdient die werkwijze de voorkeur boven die welke erin zou bestaan de Koning te machtigen om die instellingen aan te wijzen.

Wordt dit procédé aanvaard, dan zal de uitsluiting van de "Vrijwillige Arbeidsdienst voor Vlaanderen" en van de "Service volontaire du travail pour la Wallonie" volgen uit het feit dat die instellingen niet in de opsomming voorkomen, zonder dat aan die uitsluiting een uitdrukkelijke bepaling van het ontwerp moet worden gewijd.

Artikel 14.-

Het is bekend dat de algemene wet van 21 juli 1844 de toekenning van rustpensioenen afhankelijk maakt van twee essentiële voorwaarden die ook thans nog gelden. Om een pensioen te verkrijgen, moet men :

a) in vast verband benoemd zijn geweest ;

b) uit de Staatskas bezoldigd zijn geweest.

..../...

Artikel 14 van het ontwerp bedoelt de Regering voorgoed te machtigen om, zowel voor het verleden als voor de toekomst, die diensten te valoriseren welke bij het algemeen bestuur van de Staat verstrekt zijn maar niet voldoen aan één van beide genoemde voorwaarden noch aan enige andere wettelijke voorwaarde, ongeacht of deze algemeen geldt dan wel in een bijzondere wet gesteld is.

Op die wijze zouden gevalideerd kunnen worden : in rechte onregelmatige benoemingen of aanwijzingen, bezoldigingen uitgekeerd ten bezware van fondsen die niet tot de Staatskas behoren, kosteloos verrichte prestaties, ambten waarvoor een vergoeding maar geen wedde wordt uitgekeerd, enz. ...

Volgens de Regering zouden derhalve individuele koninklijke besluiten een gunstige regeling kunnen treffen voor heel wat gevallen waarin het Rekenhof, dat "uitspraak doet omtrent de wettelijkheid en het bedrag der pensioenen ten bezware van de Staat" (artikel 17 van de wet van 29 oktober 1846), thans moet beslissen dat er geen recht op pensioen is of dat het pensioenbedrag moet worden beperkt.

Dat procédé is niet overeen te brengen met artikel 114 van de Grondwet, hetwelk zo moet worden verstaan dat het iedere overdracht van bevoegdheid aan de uitvoerende macht verbiedt om pensioenen toe te kennen bij individuele beslissingen die mochten afwijken van door de wetgever uitgevaardigde voorzieningen met algemene strekking. Aangezien aan de beslissingen geen openbaarheid wordt gegeven, zouden zij die er belang mochten bij hebben een afwijking te krijgen, bovendien geen zekerheid hebben dat zij op voet van gelijkheid worden behandeld (artikel 6 van de Grondwet).

Dit brengt mede dat artikel 14 ofwel zou moeten vervallen,ofwel zou moeten worden geredigeerd in de vorm van een algemene bepaling die aan sommige categorieën van personen subjectieve rechten verleent alleen al op grond van objectieve maatstaven in de wet zelf bepaald en aan controle van de rechter onderworpen. De teksten onder 1° en 2° van artikel 14, eerste lid, zijn geen zodanige maatstaven. Zij geven immers alleen een omschrijving van de bepalingen betreffende de werkingssfeer van de wet.

*
* *

Het ontwerp moet ook naar de vorm in menig opzicht omgewerkt en gewijzigd worden. Dit behoeft geen commentaar en in de hierna voorgestelde tekst is er rekening mee gehouden.

VOORGESTELDE TEKST.

Ontwerp van wet tot regeling van de inaanmerkingneming van bepaalde diensten en van met **dienstactiviteit** gelijkgestelde perioden voor het toekennen en berekenen van pensioenen ten laste van de Staatskas.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

.....

.....

.../...

HOOFDSTUK I. - Werkingssfeer.

Artikel 1.-

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op degenen wier pensioen ten laste van de Staatskas of van de Rijkswerkliedenkas komt.

Zij in wier statuut geen administratieve standen of toestanden bestaan als in deze wet bedoeld, komen in aanmerking voor de artikelen 2 tot 11 als zij zich bevinden in eenzelfde feitelijke toestand als die op grond waarvan Rijksambtenaren toepassing van die bepalingen kunnen verkrijgen.

Nochtans zijn alleen de artikelen 12 tot 14 van toepassing op de diensten verstrekt als lid van het leger of van de Rijkswacht.

.../...

HOOFDSTUK II. - Inaanmerkingneming voor pensioen, van de tijd doorgebracht in bepaalde administratieve toestanden.

Artikel 2.

Onverminderd de toepassing van het koninklijk besluit nr. 33 van 20 juli 1967 tot vaststelling van het statuut van sommige ambtenaren van openbare diensten die met een internationale opdracht worden belast, wordt zowel voor de toekenning als voor de berekening van het rustpensioen de tijd in aanmerking genomen gedurende welke de betrokkene :

1° verlof heeft gekregen met behoud van zijn bezoldiging;

2° in disponibiliteit is gesteld met een wachtgeld;

3° zelfs onbezoldigd in een administratieve toestand is geplaatst die krachtens zijn statuut met dienstactiviteit is gelijkgesteld;

4° verlof zonder wedde, dat niet met dienstactiviteit is gelijkgesteld, heeft gekregen voor ten hoogste een maand in de loop van een bepaald kalenderjaar.

Artikel 3.

Op toepassing van artikel 2 heeft geen aanspraak hij die gedurende de perioden die krachtens dat artikel kunnen worden aangerekend, diensten heeft verstrekt die in aanmerking komen voor het berekenen van zijn rustpensioen in een van de pensioenregelingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector.

.../...

Deze regel vindt geen toepassing wanneer de bewuste diensten aanleiding geven tot toekenning van een ander pensioen dan het pensioen dat verbonden is aan het ambt waarvoor de betrokkene in één van de in artikel 2 genoemde administratieve toestanden is geplaatst.

Artikel 4.

Is de betrokkene in een van de in artikel 2, 2° en 3°, genoemde administratieve toestanden geplaatst om een beroepswerkzaamheid uit te oefenen op grond waarvan hij aanspraak kan of zal kunnen maken op een rustpensioen of -rente verleend krachtens een niet in artikel 3 bedoelde wettelijke, reglementaire, statutaire of contractuele pensioenregeling, dan wordt het gedeelte van dat pensioen of van die rente dat met de door artikel 2 gevalideerde tijd overeenkomt, afgetrokken van de pensioenverhoging die uit de toepassing van dat artikel volgt.

Ten aanzien van uit verzekeringscontracten volgende voordelen wordt de in het eerste lid bedoelde aftrek beperkt tot het gedeelte van die voordelen dat volgt uit premies waarvan de last door de werkgever is gedragen.

De betrokkene moet de uitkering van de in het eerste lid bedoelde pensioenen en renten aanvragen. De in die bepaling bedoelde aftrek wordt toegepast zelfs indien de uitbetaling van die pensioenen en renten is geschorst wegens het uitoefenen van een winstgevende werkzaamheid.

Artikel 5.

Vallen de overeenkomstig artikel 2, 1° tot 3°, in aanmerking genomen perioden geheel of gedeeltelijk in de periode die in aanmerking komt voor het vaststellen van het gemiddelde der wedden op grond waarvan het pensioen

.../...

wordt berekend, dan wordt voor die perioden rekening gehouden met de wedden welke de betrokkene zou hebben genoten indien hij in dienst was gebleven.

Heeft degene die in disponibiliteit met wachtgeld is gesteld, geen recht op bevordering tot een hogere wedde behouden, dan dient de laatste activiteitswedde om, zo nodig, het gemiddelde der wedden op grond waarvan het pensioen wordt berekend, mede te vormen of aan te vullen.

De in dit artikel bedoelde wedden worden omgezet in de weddeschalen die van kracht zijn op het tijdstip dat het pensioen ingaat.

Artikel 6.

De betrokkene kan aanspraak maken op rustpensioen uit hoofde van gebrekkigheden opgedaan tijdens een periode gedurende welke hij zich in een onbezoldigde administratieve toestand bevindt, ongeacht of die toestand al dan niet met dienstactiviteit is gelijkgesteld.

Deze bepaling is echter niet toepasselijk wanneer de gebrekkigheid is opgedaan tijdens een periode van disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden of van niet geoorloofde afwezigheid.

Artikel 7.

Voor toekenning of berekening van het rustpensioen komen niet in aanmerking :

1° de tijd doorgebracht in non-activiteit, met inbegrip van de tijd van iedere voorgoed uitgesproken ambtsschorsing, alsook de tijd van iedere voorlopige schorsing gevolgd door ontslag van ambtswege of door afzetting;

.../...

2° de tijd doorgebracht in verlof zonder wedde dat niet met dienstactiviteit is gelijkgesteld, voor het gedeelte boven één maand in de loop van een bepaald kalenderjaar.

Artikel 8.

§ 1. Indien de betrokkene tijdens de krachtens artikel 2, 3°, aanrekenbare periode wenst te blijven bijdragen in het fonds voor overlevingspensioenen, wordt de verschuldigde bijdrage vastgesteld op grond van de wedden welke hij zou hebben genoten als hij in dienst was gebleven.

Wordt hij bij het verstrijken van die periode op non-activiteit gesteld en wenst hij in het fonds voor overlevingspensioenen bij te dragen of voort bij te dragen, dan wordt de verschuldigde bijdrage vastgesteld op grond van de wedde welke hij aan het eind van de krachtens artikel 2, 3°, aanrekenbare periode zou hebben genoten als hij tot dat tijdstip in dienst was gebleven.

§ 2. Indien hij die in disponibiliteit gesteld is met een wachtgeld en met behoud van recht op bevordering tot een hogere wedde, naar rata van de volle wedde in het fonds voor overlevingspensioenen wenst te blijven bijdragen, wordt de verschuldigde aanvullende bijdrage berekend over het verschil tussen de wedde welke hij zou hebben genoten als hij in dienst was gebleven en het wachtgeld dat hem wordt toegekend.

Wordt het wachtgeld afgeschaft en wenst hij die in disponibiliteit is gesteld voort in het fonds voor overlevingspensioenen bij te dragen, dan wordt de verschuldigde bijdrage berekend op grond van de volle wedde welke hij bij de afschaffing van het wachtgeld zou hebben genoten als hij in dienst was gebleven.

.../...

HOOFDSTUK III. - Overgangsmaatregelen voor de toepassing van hoofdstuk II.

Artikel 9.

§ 1. Bijdragen die voortkomen uit verbintenissen aangegaan met het oog op het valideren voor het overlevingspenioen van vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet aangevangen perioden tijdens welke een andere dan een internationale opdracht werd vervuld, worden met ingang van die datum vastgesteld op grond van de fictieve wedden bedoeld in het eerste lid dan wel in het tweede lid van artikel 8, § 1.

Bovendien kunnen degenen die deze verbintenissen hebben aangegaan, binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet vragen dat de door hen gestorte bijdragen voor de perioden van opdracht gelegen tussen 1 december 1967 en die inwerkingtreding, worden herzien op grond van dezelfde fictieve wedden. Maken zij geen gebruik van dat recht, dan ondergaat de gevalideerde periode een evenredige tijdsvermindering volgens de verhouding tussen de wedden waarop zij hebben bijgedragen en die fictieve wedden.

§ 2. Zij die, vóór de inwerkingtreding van deze wet, een in § 1 bedoelde opdracht vervulden en niet voort bijgedragen hebben in het fonds voor overlevingspensioenen, kunnen de verbintenis aangaan om in dat fonds bij te dragen vanaf die inwerkingtreding. Die verbintenis moet binnen zes maanden zijn aangegaan. De bijdrage wordt berekend op grond van de wedden, bedoeld in het eerste lid dan wel in het tweede lid van artikel 8, § 1.

.../...

§ 3. Hebben degenen wier in § 1 bedoelde opdracht geëindigd is tussen 1 december 1967 en de datum van inwerkingtreding van deze wet, in het fonds voor overlevingspensioenen bijgedragen gedurende de periode tussen die data, dan wordt de bijdragetijd verminderd volgens de verhouding omschreven in § 1, tweede lid.

Artikel 10.

§ 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 9, § 1, worden de vereiste bijdragen voor een persoon die zich bevindt in een administratieve toestand als bedoeld in artikel 2, 3°, en er op de datum van inwerkingtreding van deze wet nog steeds in verkeert en voort heeft bijgedragen in het fonds voor overlevingspensioenen, met ingang van die datum vastgesteld op grond van de wedden welke hij zou hebben genoten als hij in dienst was gebleven.

Bovendien kan hij, binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet, vragen dat de bijdragen die hij voor de vorige periode heeft gestort, worden herzien op grond van dezelfde fictieve wedden. Maakt hij geen gebruik van dat recht, dan ondergaat de gevalideerde periode een evenredige tijdsvermindering volgens de verhouding tussen de wedden waarop hij heeft bijgedragen en die fictieve wedden.

§ 2. Heeft een persoon gedurende een in artikel 2, 3°, bedoelde periode die geëindigd is vóór de dag waarop deze wet in werking is getreden, voort bijgedragen in het fonds voor overlevingspensioenen, dan wordt voor de betrokken periode de bijdragetijd verminderd zoals bepaald is in § 1, tweede lid, van dit artikel.

.../...

Artikel 11.

Wanneer degene die in disponibiliteit is met wachtgeld en behoud van recht op bevordering tot een hogere wedde, zich nog in die stand bevindt op de dag waarop deze wet in werking treedt, en voort heeft bijgedragen in het fonds voor overlevingspensioenen op grond van de volle wedde, wordt de vereiste aanvullende bijdrage vanaf die datum vastgesteld zoals bepaald is in artikel 8, § 2.

HOOFDSTUK IV. - Inaanmerkingneming voor pensioen, van sommige dienstperioden.

Artikel 12.

§ 1. Zij die een ambt uitoefenen op grond waarvan recht op een rustpensioen ten laste van de Staatskas of van de Rijkswerkliedenkas kan ontstaan, mogen voor de toekenning en de berekening van dat pensioen diensten doen meetellen welke zij hetzij krachtens een regelmatige benoeming, hetzij krachtens een benoeming die bij de besluitwet van 5 mei 1944 ongeldig werd verklaard, vroeger hebben verstrekt bij een afgeschafte instelling van openbaar nut, voor zover :

1° de bevoegdheid van de betrokken instelling niet geheel of gedeeltelijk is overgenomen door een instelling die onderworpen is aan de regeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut;

2° die diensten niet reeds in aanmerking kunnen komen krachtens een wetsbepaling die van vóór de tegenwoordige wet dagtekent.

.../...

Voor de toepassing van dit artikel, worden als instellingen van openbaar nut beschouwd, ... (zie de opmerkingen in het advies over artikel 13 van het ontwerp).

Wanneer toepassing is gemaakt van het eerste lid en een instelling van openbaar nut die de bevoegdheid van de afgeschafte instelling geheel of gedeeltelijk heeft overgenomen, nadien toetreedt tot de door de wet van 28 april 1958 ingestelde regeling, wordt het pensioen ten laste van de Staatskas herzien met inachtneming van het bepaalde in artikel 3, §§ 2 en 3, va artikel 10 en van artikel 12, derde lid, van deze wet.

§ 2. Artikel 1 van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privésector is niet van toepassing uit hoofde van de krachtens § 1 in aanmerking genomen diensten, indien de betrokkenen of hun rechtverkrijgenden bij de inwerkingtreding van deze wet in aanmerking kwamen voor rust- of overlevingspensioen voor bedienden, arbeiders, zeelieden of werknemers.

Indien de betrokkenen of hun rechtverkrijgenden bij de inwerkingtreding van deze wet. uit hoofde van de eerdervermelde diensten in aanmerking kwamen voor ouderdoms- of overlevingsrente, worden de artikelen 1 en 15 van de wet van 5 augustus 1968 slechts toegepast nadat een aanvraag is ingediend binnen de door de Koning vastgestelde termijn.

§ 3. In de gevallen bedoeld in § 2, eerste lid, wordt het rustpensioen ten laste van de Staatskas of van de Rijkswerkliedenkas in voorkomend geval verminderd met de voordelen inzake pensioen die uit de toepassing van de wetten inzake sociale zekerheid volgen uit hoofde van de krachtens § 1 in aanmerking genomen diensten.

.../...

Dezelfde regel geldt voor de in § 2, tweede lid, bedoelde personen die de daarin voorgeschreven aanvraag niet hebben ingediend.

Artikel 13.

De rust- en overlevingspensioenen die lopen op de dag dat deze wet in werking treedt, worden op verzoek van de betrokkenen herzien met inachtneming van het bepaalde in artikel 12 en volgens door de Koning vast te stellen regelen.

HOOFDSTUK V. - Slot- en opheffingsbepalingen.

Artikel 14.

Artikel 2 van de wet van 17 februari 1849 dat de wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen wijzigt, aangevuld bij het koninklijk besluit nr. 16 van 15 oktober 1934, wordt opgeheven.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 juni 1849 vaststellende de beperkingen binnen welke de verloven aan de ambtenaren en bedienden toegestaan, mogen begrepen worden in de verrekening der pensioenen, aangevuld bij het koninklijk besluit van 15 januari 1898, wordt opgeheven met ingang van 1 augustus 1964.

Artikel 15.

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De artikelen 1 tot 7 echter hebben uitwerking met ingang van 1 augustus 1964, behalve wat betreft de tijd doorgebracht in disponibiliteit met een wachtgeld.

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : P. DE VISSCHER, assesseurs de la
de Heren : section de législation,
G. ARONSTEIN, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

M. JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.